

La guerre « liquide », défi du XXI^e siècle

Vivien Perret, ancien officier du renseignement, le 1er mai 2020.

La guerre n'a définitivement plus rien à voir avec celle connue au siècle précédent. Les rapports de force ont changé, les conflits ont pris des formes différentes, mais surtout : l'ennemi est devenu invisible, plus feutré, inidentifiable, flexible et souvent doté d'une forte capacité de redéploiement.

Les conflits sont de plus en plus « liquides », du fait d'adversaires insaisissables.

En guise d'éclairage, quelques points, en adoptant une approche globale.

La « liquidité » devient la norme dans les confrontations, à cause d'acteurs sans visage (ou au contraire, paradoxalement, aux multiples visages). Même si les États restent au cœur du jeu des rapports de force, s'ajoutent : des organisations non étatiques, des combattants non officiels, des entreprises privées de sécurité, des hackers, des mafieux, des terroristes... En outre, la grande nouveauté est que des attaques peuvent se réaliser n'importe où dans le monde, en raison de la facilité et de la mondialisation des transports ainsi que des communications.

De plus, on constate **une complexification des alliances** dans les conflits, du fait de la multiplication de groupes combattants dont les relations sont floues, car instables. En Syrie par exemple : le nombre de bandes armées a pu atteindre un nombre élevé – plus de mille. Elles peuvent s'unir, se désunir, s'entretuer, s'ignorer, créer de simples contacts... en l'espace de quelques mois. Les stratégies ont tendance à être particulièrement changeantes, d'autant lorsque les acteurs d'un conflit sont nombreux.

Pour des armées conventionnelles les conflits asymétriques, dans lequel on retrouve un ennemi diffus, de type rebelles, **se révèlent particulièrement difficiles**. Le mode opératoire utilisé, qui s'apparente à de la guérilla, est redoutable, car l'adversaire y est imprévisible et quasi invisible. De plus, comme le principe ici est d'éviter les confrontations directes ou trop importantes avec une armée bien équipée, la stratégie consiste, pour compenser un manque de moyens, à occuper un vaste territoire, en fonctionnant par groupes plutôt restreints, utilisant des pièges divers comme les engins explosifs improvisés, n'hésitant pas à perpétrer des attentats à la bombe. On peut le voir dans l'opération française Barkhane : la bande sahélo-saharienne est immense, traversant tout le nord de l'Afrique, les narcoterroristes s'y déplacent et s'y déploient de manière furtive, piégeant les routes, les passages stratégiques, procédant à des embuscades...

Dans ces guerres non conventionnelles, où se trouve au moins un acteur non conventionnel, **les droits, traités et conventions ne sont pas assurés d'être respectés**. Les convois humanitaires, par exemple, sont fréquemment la cible d'attaques. Les prisonniers, autre

illustration, ne sont pas garantis d'être bien traités et respectés – tortures et exécutions sommaires ont été monnaie courante en Irak.

Les frontières sont toujours plus fluctuantes. Il n'est pas caricatural d'affirmer qu'elles n'ont plus d'importance. Les terroristes, par exemple, en ont même fait un outil de combat. En se déplaçant avec souplesse et rapidité, ils brouillent les pistes, ils se rendent difficiles à repérer.

Le combat, au sol, alors qu'il s'effectuait de plus en plus à distance en raison de la capacité des armes, **se réalise souvent très près** : à 30 mètres, parfois à 15 mètres ou moins encore – comme ceci peut être le cas pour les soldats français dans la bande sahélo-saharienne ou d'autres opérations en Afrique.

Les engagements se font plus longs. La guerre contre le terrorisme islamiste, pour ne citer que celle-ci, commencée pour la France surtout depuis les années 1990, se poursuit. En Afghanistan par exemple, les Français sont restés plus de 10 années, les États-Unis et certains autres pays encore plus, sans voir la fin du conflit. Et pour quels résultats ? Il semblerait que dans les affrontements asymétriques il n'y ait pas de fin... Il ne faut pas être pessimiste, mais il s'agit d'un constat : la moyenne d'un engagement de ce type est évaluée à 15 ans... Si l'on prend l'exemple du terrorisme islamiste qui vise la France, loin de ses frontières mais également sur son sol, le danger persiste, à un niveau élevé, depuis environ un quart de siècle... et il continue, malgré tous les efforts pour le combattre – certes, les victoires sont nombreuses et éclatantes, mais les pertes ont été également lourdes, et certains échecs cuisants. La guerre contre le terrorisme islamiste est une guerre d'usure.

L'importance du renseignement et des forces spéciales. Comment combattre au mieux l'ennemi ? Le renseignement et les forces spéciales : discrétion, secret, souplesse et rapidité d'action, infiltration, endurance. Pour combattre l'adversaire, il faut procéder comme lui, adopter son mode d'action, sa manière de vivre, sa pensée.

À plus long terme, l'usage des armes n'est pas suffisant. Aux opérations armées doivent s'ajouter des opérations psychologiques, pour gagner les esprits et les cœurs. Ceci se traduit par l'amélioration des conditions de vie des habitants du pays dans lequel on intervient et où l'ennemi est à combattre, le développement de l'éducation et le développement de l'économie – en somme, il faut lutter contre la pauvreté (au sens large du terme). C'est en multipliant l'effort dans divers domaines qu'une guerre peut dorénavant se gagner.

Enfin, une forte vigilance doit être portée sur le numérique : **la guerre par l'outil informatique rend aujourd'hui improbable un état de paix généralisé...** Si le terrorisme est redoutable, le numérique (utilisé notamment par les terroristes comme ceux de Daech) l'est tout autant : il offre un mode opératoire (pour des organisations étatiques et non étatiques) très efficace dont les dégâts peuvent être importants... revers de médaille d'un monde mondialisé et numérisé.